Mémoire présenté
au BAPE
sur le projet de construction d'un complexe de liquéfaction naturel
à Saguenay

Malgré les explications et surtout grâce aux explications fournies par les promoteurs et les experts lors de la première partie des audiences du BAPE sur ce projet, je dis GNL non merci! Les Québécois méritent mieux!

Et ce n'est pas parce que Saguenéenne, je souffre du syndrome : pas dans ma cour. Ma position est due à une réflexion intensive sur les dérèglements climatiques produits par le réchauffement du climat depuis des années.

En effet c'est à cause de la multiplication des désastres naturels mondiale et québécoise : les inondations, les sécheresses, les ouragans, les cyclones multiples, la pollution atmosphérique et marine, la perte constante de la biodiversité de la flore et de la faune tant marine que terrestre, l'acidification et la hausse du niveau des océans que je dis GNL non merci!

En somme, c'est la crise écologique et climatique actuelle qui motive ma détermination à lutter contre les émissions de GES dues à notre façon de vivre, à notre société de surconsommation, de croissance illimitée et de dépenses énergétiques effrénées.

Les données scientifiques actuelles nous informent de l'urgence de réduire de moitié nos émissions de GES en une décennie et à l'horizon de trente ans de les ramener à zéro.

Pour y arriver, il faut, toujours selon les données des experts des Nations Unis, du GIEC et une majorité de scientifiques de maints domaines, que les hydrocarbures restent dans le sol.

Pour y arriver, il faudra bientôt interdire leur exploitation mais d'ores et déjà ne plus investir dans de nouveau projet d'exploitation de ceux-ci.

Le Canada fait partie du top10 des pollueurs mondiaux. Selon Action Climat Canada, le pays devrait réduire de 60% ses émissions de GES. La production de gaz dit naturels provenant de la fracturation hydrolique est une source d'émission de GES inacceptable.

Comme GNL doit s'approvisionner à cette production de l'ouest canadien, nous avons là déjà, un motif suffisant de dire GNL non merci!

Autre motif, le transport.

Pour approvisionner GNL en gaz à liquéfier, on devrait construire un gazoduc de 782 km entre celui qui achemine actuellement ce gaz en Ontario et le Saguenay. Celui-ci devrait traverser de nombreuses rivières et milieux humides, notamment en Abitibi -Témiscamingue. Le promoteurs parle de mesures d'atténuation pour les problèmes environnementaux causés par cette construction. Il admet ainsi que la flore et la faune marine et terrestre encoureraient des dommages. Sans parler des tracasseries causées à la population qui se trouvent sur le tracé de ce gazoduc.

Nous arrivons maintenant au complexe de liquéfaction lui-même.

On dit que nous aurions la première usine carboneutre de la planète.

Hypothèse! Sur papier! Est-il permis d'en douter?

D'abord, cette carboneutralité serait due à l'utilisation de notre hydroélectricité qui assurerait une grande partie du fonctionnement de l'usine. Hydro-Québec vendrait à rabais comme à toute grande entreprise notre électricité. L'équivalent des deux tiers de la production du complexe de la Romaine serait nécessaire, transformant directement 5 twh par année pendant près de 25 ans, notre énergie «verte» en énergie «sale» (mot utilisé par le PM au début de son mandat pour parler du gaz de l'Alberta)

De plus pour la liquéfaction du gaz il faudra une température que l'électricité ne peut atteindre. Donc d'autres sources seront nécessaires et produiront une quantité non négligeable de GES qui devront être compensés pour atteindre la carboneutralité promise. Ces émissions seraient compensées par différentes activités potentielles non vraiment assurées car nécessitant des partenaires : construction d'une serre utilisant la chaleur produite par l'usine, la plantation de milliers d'arbres, l'achat de crédit carbone.

Et on néglige ici de parler des GES émis pendant et pour la phase de construction du gazoduc en aval et du complexe lui-même soit l'usine et deux terminaux pour les méthaniers.

Le gaz liquéfié serait produit pour l'exportation et nécessiterait pour ce faire des méganavires méthaniers construits au Japon ou en Corée du Sud. Des devis fournis par le promoteur au constructeur devraient assurer la livraison de navires sécuritaires et moins néfastes pour la faune marine., les bélugas en particulier. Les coûts venant souvent dicter l'ordre des choses on peut douter

du résultat malgré la belle Charte sur les bélugas brandie par le promoteur. Le passage d'un méthanier par jour sur le Saguenay et sur le fleuve Saint-Laurent, (un pour s'approvisionner et l'autre pour l'exporter) multiplierait par cinq le niveau de bruit, compromettant ainsi le moyen de communication des bélugas, espèce en péril. (Il y va du béluga comme du canari dans une mine. S'il disparaît, c'est signe que notre survie d'humain est compromise) Nous devons appliquer le principe de précaution.
Ce sont là encore des motifs de dire : *GNL non merci*.

Les risques d'accidents ont été minimisés par les représentants des promoteurs. Mais selon la Coalition Fjord, il y a eu plus de 500 accidents impliquant des gazoducs au Canada depuis 2008, dont certains font état d'explosions et d'incendies. Sans parler des accidents possible sur l'eau. Le 21 septembre dernier, le Devoir titrait : Le Saguenay est mal outillé en cas de déversement. Il y a de quoi être inquiet, n'est-ce pas?

Un argument du promoteur pour nous vendre son produit (acceptabilité sociale oblige) c'est que le gaz est une énergie de transition qui prendrait la place du charbon en Asie et en Europe réduisant ainsi les émissions de GES mondiales. Pourtant rien n'est moins sûr. Des spécialistes font de sérieux bémols en précisant que le marché asiatique est dès plus fragile. Citons avec le Devoir du 9 mars 2020, M.Pineault, professeur à l'UQAM : « Le gaz naturel comme énergie de transition, c'est fini. C'était vrai il y a 10 ans, mais maintenant la donne a changé, »

C'est probablement un semblable raisonnement qui a fait retirer à Buffet ses milliards de financement promis. Et c'est ce qui fait qu'on peut dire sans état d'âme , *GNL non merci!*

C'est lorsqu'on parle «emplois» que la situation devient conflictuelle dans la région. On nous fait miroiter le Klondike ou l'Alcan.

On parle de 250 à 300 emplois permanents à des salaires variant de 80 000 à 100 000 dollars en période d'opération. Sûrement pas pour monsieur ou madame tout le monde mais encore, de 2000 à 4000 emplois (en période de pointe) pour tous les corps de métier pendant la phase de construction. On dit aussi que la moitié ou le deux tiers de ces emplois iraient aux gens des régions où se feraient les travaux, que l'usine serait à la fine pointe de la technologie. Les travailleurs régionaux seraient-ils suffisamment qualifiés?

À cette question, on a répondu que l'on pensait déjà à offrir des formations en partenariat avec le système d'éducation. Les personnes impliquées semblaient de bonne foi mais si GNL a le feu vert, l'urgence (pas la climatique celle-là) pourrait changer les intentions et les pratiques. On parle beaucoup de retombées économiques importantes pour la région. Ce serait assurément le cas pour certaines entreprises. Mais les investisseurs voudraient surtout que ce soit rentable pour eux qui ont leur argent à l'abri dans des paradis fiscaux!

Malgré les emplois possibles et les retombées possibles, je dis *GNL non merci.*

Les Québécois méritent mieux que des emplois et des retombées économiques qui mettent à mal notre planète.

Plutôt investir dans la restauration écologique du territoire extractif, dans la réhabilitation des lieux où on a creusé des puits pour la recherche de l'énergie fossile, dans la transformation de l'agriculture et de l'élevage et leur conversion à l'électricité, dans l'électrification du camionnage, dans le soutien à des entreprises d'énergies alternatives, dans la recherche pour la récupération de l'énergie et de solutions plus écologiques de produire le nécessaire et bonifier des Programmes tel Solutions efficaces d'Hydro Québec etc.

Il existe déjà au Québec beaucoup de projets sains et le gouvernement, au lieu de favoriser des projets comme GNL, devrait trouver des solutions aux problèmes de consigne du verre et au recyclage du plastique et surtout favoriser toutes les entreprises qui visent l'économie circulaire .

En terminant je veux exprimer mon inquiétude d'entendre Pm se dire favorable au projet avant même vos conclusions, messieurs les commissaires, et la ministre Laforêt, en présence de la mairesse de Saguenay, affirmer à la télévision : «On en a assez des études, des moratoires et des avis publics. Faut aller de l'avant.»

Merci de tenir compte, dans votre rapport final, des commentaires d'une simple citoyenne impliquée en environnement et développement durable.

Louise Denis